La jeunesse scolarisée s'insurge contre l'école du capital

L'explosion contestataire dans les lycées et l'enseignement supérieur démarré peu après la rentrée, le 18 septembre à Créteil, est en train de montrer une détermination inattendue.

Les revendications, tout à fait fondées, concernent les conditions matérielles : la vétusté du bâti scolaire, les amplitudes horaires, le manque de professeurs et leur non-remplacement, de même que le rejet complet des modalités de sélection post-lycée à travers l'abhorré Parcoursup. Quels que soient les déclencheurs du mouvement, ce dernier pratique un refus générique de l'école dans sa forme actuelle, d'où les blocages, l'absentéisme et les manifestations.

Les lycéens et les étudiants perçoivent, à juste titre, que la situation n'est plus supportable. Et ils agissent en conséquence. Les actions de blocage, y comprises les plus énergiques, demeurent sans doute autre chose que les actes sporadiques de violence aveugle et pré-politique. Des actes dont l'ampleur a été amplifiée à dessein par les sbires de l'État pour criminaliser le mouvement.

Les chiffres témoignent de cette criminalisation, plusieurs milliers de jeunes placés en garde-à-vue dont une part importante va être trainée devant les tribunaux. Les jeunes acteurs de cette lutte se retrouvent désormais insérés dans des systèmes de fichage et les effets délétères de la répression ne se limitent pas au présent mais pourront empiéter aussi sur l'avenir.

Face à cette trainée de poudre de luttes de la jeunesse scolarisée, l'Etat n'a rien d'autre à offrir que la matraque et tout un arsenal de répression juridique avec la même violence.

1. L'État n'a plus les moyens pour l'Éducation, il n'a plus que la matraque à offrir

Le budget de l'État français est en crise. La cause principale en est la difficulté croissante pour tous les États au monde de se financer en s'endettant.

Quant à l'Éducation nationale en particulier, depuis 2024 jusqu'aux prévisions pour 2026, le budget hors-pension augmente de 0,6 %. Dans une période d'inflation, cela implique que le budget réel diminue. A titre comparatif, celui des du Ministère de l'Intérieur augmente de 7,6 % et celui des Armées de 21 %.

Dans une situation financière difficile, l'État français privilégie l'armement et le maintien de l'ordre : il se prépare à la guerre extérieure contre ses ennemis et la guerre intérieure contre sa propre population.

En ce qui concerne l'éducation, l'État laisse pourrir la situation, en attendant que la diminution du nombre d'élèves atténue le problème : de 2024 à 2026, le nombre d'élèves a diminué de 2,4 %. L'État projette une diminution continue de 14,2 % entre aujourd'hui et 2035.

Les lycéens actuels ne peuvent pas attendre. Ils ne veulent pas être sacrifiés pour l'avenir. Mais l'État, lui, ne leur offre que la répression policière, avec la même violence et les même blessures déjà infligées contre les Gilets jaunes, en 2018, les « émeutiers » de banlieue, en 2023, et les manifestants contre la loi travail, en 2016, et la réforme des retraites, en 2023

2. La fonction de parcage et de discipline des lycées prend le dessus sur l'apprentissage

Les entreprises ont besoin d'une main d'œuvre de moins en moins qualifiée, donc la société capitaliste n'a plus autant besoin de former les jeunes. Le rôle de l'école est d'inculquer la ponctualité, l'obéissance, la hiérarchie et la compétition. La fonction principale de l'école est de discipliner la future force de travail, les élèves. L'école est avant tout un instrument de reproduction de l'ordre social, sous couvert de citoyenneté. L'école de la République n'est autre que l'école du capital dont la République dite démocratique est la garante ultime. Elle sert de plus en plus de garderie afin que les parents aillent travailler, ou à parquer les futurs chômeurs dont le capital n'a pas besoin, mise à part la fonction d'armée de réserve.

Dans l'enseignement professionnel, cela se traduit par la multiplication de formations bidon sans débouché et de diplômes dévalorisés sur le marché du travail. Le développement de l'apprentissage dans les lycées pro ne sert d'ailleurs qu'à fournir de la main d'œuvre pas chère, et pas du tout à former les apprentis, ni à leur fournir un emploi stable et correctement rémunéré en fin d'apprentissage.

Pour toute correspondance, écrire à : pmprio2018@gmail.com

Dans l'enseignement général, la continuité vers l'enseignement supérieure est cassée. Si, avant Parcoursup, les élèves subissaient des formes de sélection arbitraire, par exemple le tirage au sort, celles-ci restaient relativement limitées. Les premières années d'université opéraient le tri. La sélection se faisait à l'aptitude, aussi bien économique (être issus d'une famille avec des moyens) qu'individuelle, à suivre des études. Aujourd'hui, la sélection s'opère avant l'entrée dans le supérieur, sur des critères toujours arbitraires et parfaitement opaques mais qui sont devenus la règle. Ces critères ne laissent aucune chance au choix individuel : le lycéen ne choisit ni sa région, ni la réputation de son lycée. Sans passage réussi à l'enseignement supérieur, l'enseignement général ne vaut rien sur le marché du travail.

Enfin, le basculement vers le contrôle continu n'a pas pour but de rendre l'évaluation du baccalauréat plus juste, mais de pousser hors des études les lycéens les plus rétifs à la discipline. Il est en continuité avec la tentative du SNU d'enrégimenter les élèves.

3. Les lycéens refusent le parcage sans avenir, la discipline de l'État et la société capitaliste

Le refus de l'embrigadement, la sortie collective des établissements, l'affrontement contre l'institution démontrent dans les faits, au-delà des opinions des uns et des autres, le refus en acte de la forme actuelle de l'école. Plus confusément certes, l'idée se fraie un chemin que l'école est une prison pour le plus grand nombre dont l'issue ne garantit en rien un salaire décent et des conditions de travail acceptables.

Ce mouvement, du fait de sa composition, échappe en partie aux syndicats lycéens de pacotille. Il ne lui reste à faire qu'un saut qualitatif vers l'auto-organisation. Surtout il faut qu'il s'enracine davantage là où tout commence, les bahuts.

Se limiter à amasser des poubelles devant les portes pour ensuite filer en ville pour manifester risque fort d'affaiblir le mouvement à la longue. La sortie collective systématique du lycée entraîne immédiatement le mouvement sur le terrain de la police, du maintien de l'ordre. Bien que l'opinion publique soit du côté des lycéens, ce terrain d'affrontement est aujourd'hui défavorable à l'émergence d'une force politique autonome collective. S'il faut bien évidemment se défendre, l'affrontement contre la police comme fin en soi entraîne dans une impasse.

Il serait plus pertinent de réinvestir collectivement les lycées, dans le but de les transformer en lieux d'organisation politique non-éphémère où décider collectivement des activités qui y auraient lieu. Et ceci en étroite liaison avec les personnels des bahuts qui sont du côté du mouvement. Beaucoup d'entre eux ont les mêmes intérêts : ne pas travailler à l'envi, gagner plus d'argent et refuser de jouer les gardes-chiourmes en classe. Les personnels enseignants sont appelés à critiquer par des actes concrets le rapport d'autorité avec les élèves qui leur est imposé et se mettre au service, non pas de leur patron, l'État, mais du mouvement dans son ensemble.

L'exemple donnée par une minorité de professeurs et de personnels de s'interposer entre la police et les lycéens est un premier pas dans la bonne direction. Les travailleurs de l'« Éducation Nationale » et les élèves font partis de la même classe sociale, celle des prolétaires, en formation ou pas, au travail ou pas. Leur seule perspective viable est de s'unir.

Assemblées dans les écoles
Comités de lutte professeurs-élèves
Coordination entre établissements
Grèves et blocages décidés collectivement
Solidarité avec les autres travailleurs et travailleuses

POUR LA REPRISE DE L'INITIATIVE OUVRIÈRE

Le 15 octobre 2026

Pour toute correspondance, écrire à : pmprio2018@gmail.com